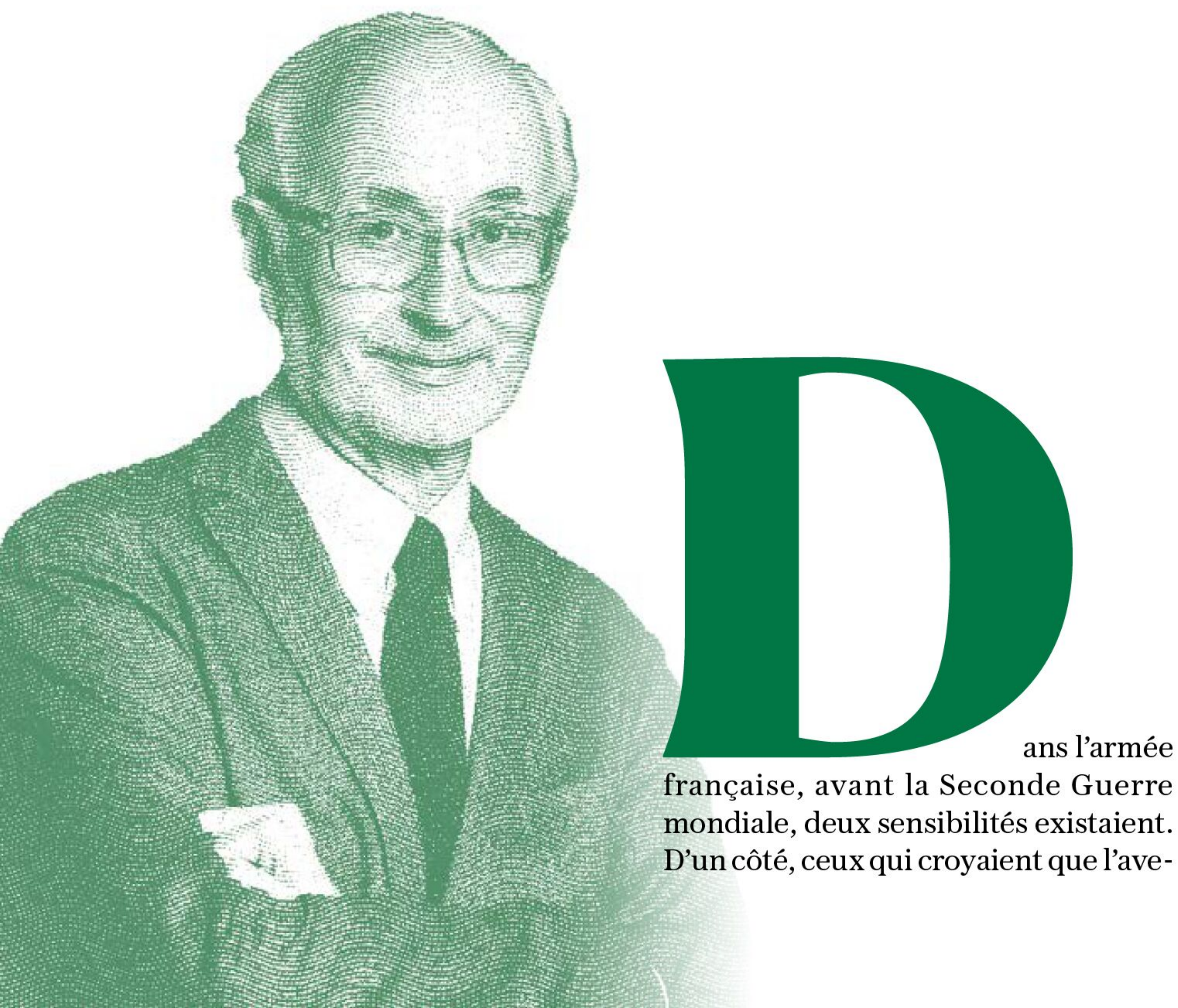


De Gaulle, de la France libre à la France-Afrique

Dès 1940 se tissent entre le Général et l'empire colonial français africain des liens indéfectibles, centrés sur l'effort de guerre pour libérer la France. Lors de son retour au pouvoir en 1958, et devant les vents d'indépendance, de Gaulle s'empresse de consolider son union avec le continent noir, ce qui implique d'achever la décolonisation tout en supportant les jeunes États. Ainsi naît un nouveau type de relations, qui permet à l'Hexagone de conserver sa sphère d'influence en Afrique. **PAR ÉRIC ROUSSEL**



D

ans l'armée française, avant la Seconde Guerre mondiale, deux sensibilités existaient. D'un côté, ceux qui croyaient que l'ave-

nir de la France était lié à ses colonies, notamment en Afrique. De l'autre, ceux qui gardaient l'œil fixé sur la ligne bleue des Vosges. Charles de Gaulle appartenait à cette dernière catégorie. Il ne connaissait pas le continent africain. La seule expérience qu'il avait eue hors d'Europe s'était déroulée au Liban et en Syrie, de 1929 à 1931. Ce séjour n'avait fait que l'ancrer dans ses convictions. Comme en témoignent ses écrits d'alors, il avait tout de suite compris que la présence française serait vite remise en question et, en toute hypo-



La voix du changement
Conscient du formidable effort fourni par les colonies de l'AEF et l'AOF pour la libération de la France, de Gaulle décide de leur octroyer plus de liberté... mais exclut leur autonomie. Conférence de Brazzaville, 30 janvier 1944.

thèse, ne pouvait se maintenir que par la force. Trente ans plus tard, il aboutira à des conclusions identiques en Algérie. La continuité de la pensée est évidente. Par un de ces paradoxes dont l'Histoire est friande, l'Afrique comptera cependant beaucoup dans le destin de celui qui, en juin 1940, refusa la défaite.

Établi à Londres après son appel historique, de Gaulle se trouve dans la dépendance du gouvernement britannique. Entre Churchill et lui, il y aura à l'origine une complicité mais rien ne sera jamais simple. Les Anglais, ils

ne le cachent guère, attendaient, pour continuer la lutte commune, une personnalité beaucoup plus connue : Paul Reynaud ou Georges Mandel.

L'expédition de Dakar est un fiasco cuisant

Finalement, de Gaulle est reconnu chef des Français libres mais aspire vite à disposer d'une base territoriale autonome. Ainsi va naître, au cours de l'été 1940, le projet d'investir Dakar, à l'époque capitale de l'Afrique-Occidentale française (AOF). Les Britanniques

ne voient pas d'un mauvais œil cette perspective car ils savent que le Général ne parviendra pas à s'imposer s'il semble être un pion entre leurs mains. L'opération suscite d'autant plus d'enthousiasme au siège de la France libre que, dès la fin du mois d'août, les gaulistes réussissent à rallier les colonies importantes en Afrique subsaharienne : le Tchad le 26 août, le Cameroun le 27 et le Congo le 28. Et ce grâce à un tout petit groupe de personnalités très déterminées : René Pleven, un homme d'affaires proche de Jean Monnet, •••

L'empire contre-attaque En août 1940, le Tchad, le Congo et le Cameroun rejoignent la France libre, suivis du Gabon. L'Afrique noire joue donc un rôle central en fournissant 20 000 hommes dès 1940, 30 000 en 1943, soit près de la moitié des Forces françaises libres. Ci-contre, en rouge, les colonies françaises en 1938.

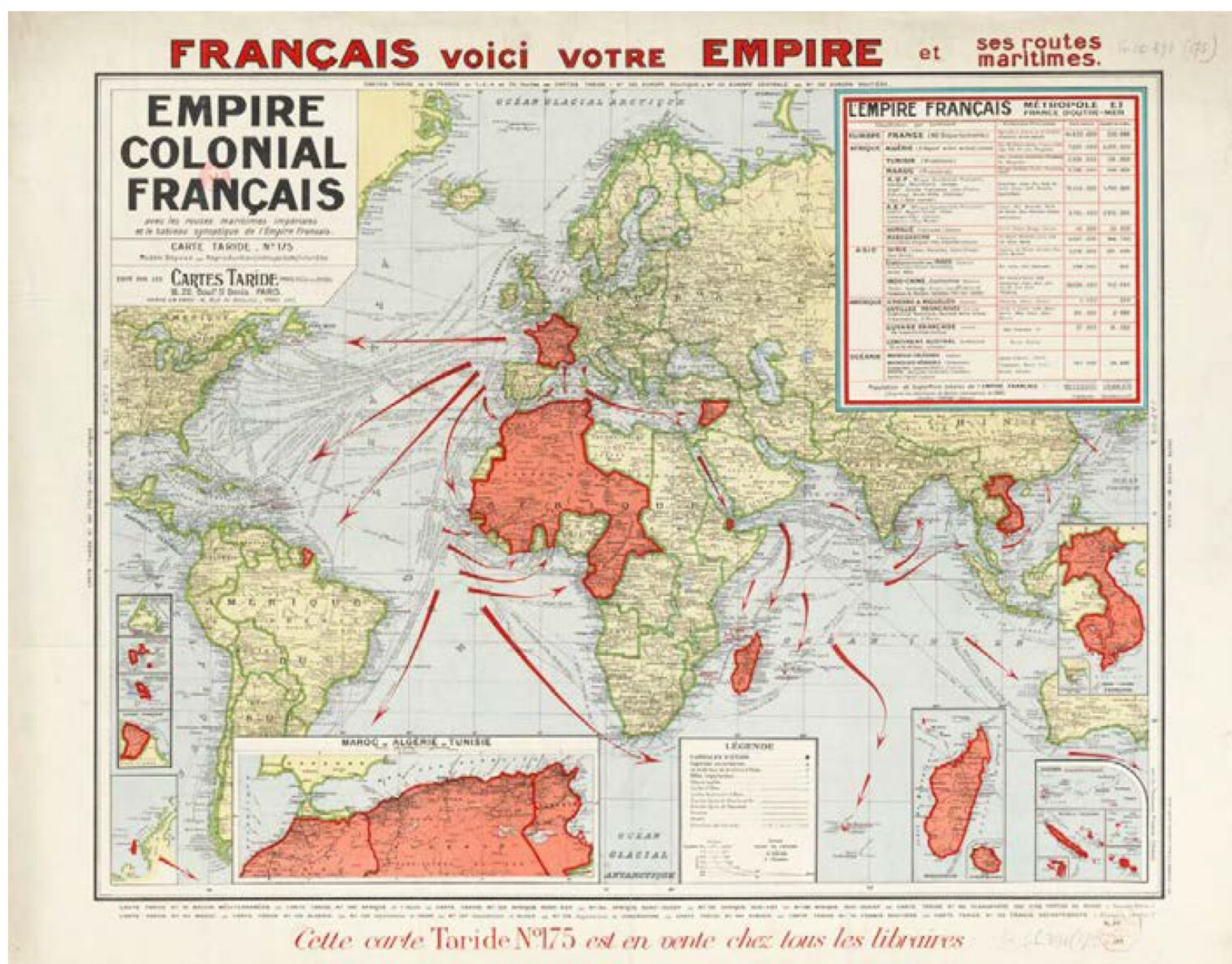
... Claude Hettier de Boislambert, un aspirant qui connaît bien l'Afrique pour y avoir chassé le fauve, et enfin Philippe Leclerc de Hautecloque. «Dès la fin du mois d'août, soulignait René Pleven, je me suis retrouvé secrétaire général de l'AEF (Afrique-Équatoriale française). De la sorte, nous avons réussi à maintenir un territoire où les lois françaises continuaient de s'appliquer, un morceau de France vraiment libre.»

L'expédition visant à s'emparer de Dakar est en revanche un fiasco cuisant. À la tête d'une véritable armada composée pour l'essentiel de bateaux britanniques, de Gaulle arrive le 23 septembre devant la capitale de l'AEF. Mais rien ne se passe comme prévu. Un épais brouillard trouble d'abord les opérations. Nommé par Vichy, le gouverneur général Boisson oppose une résistance résolue aux assaillants, alors qu'il s'était montré à l'origine plutôt hostile à l'armistice. Missionnés par de Gaulle, des parlementaires sont mitraillés et faits prisonniers. Pire, on annonce l'arrivée de plusieurs bâtiments de guerre envoyés par le gouvernement de Pétain.

Les troupes noires prennent part à l'effort de guerre

Devant ces circonstances imprévues et défavorables, les Britanniques baissent pavillon. Privé de soutien, de Gaulle abandonne. L'épisode lui laisse un goût amer. Ses fidèles le disent profondément déprimé. La rumeur – infondée – d'une tentative de suicide court même à ce moment-là. Pour la France libre, c'est un coup très dur. Aux États-Unis, l'échec produit un effet calamiteux. Le Général ne trouve de réconfort qu'auprès de Churchill, avec lequel il a noué des liens étroits durant l'été et qui, dans l'épreuve, lui reste fidèle.

Malgré tout, la France libre continue de marquer des points en Afrique. En



“ En octobre 1940,
de Gaulle implante
la capitale de la France
libre au Congo. Radio
Brazzaville en devient
l'émetteur national ”

novembre, grâce à Leclerc, le Gabon tombe dans l'orbite gaulliste. Si le bloc AEF-Cameroun réunissant six millions d'habitants est pauvre, il est stratégiquement important. Dès lors, les ralliements de personnalités notoires se multiplient. Arrive ainsi à cette époque le gouverneur général Félix Éboué, premier Noir à accéder à de si hautes responsabilités dans l'administration coloniale. Dès le 27 octobre 1940, soit quatre

mois après son appel à la résistance sur les ondes de la BBC, de Gaulle implante donc à Brazzaville, siège des institutions de l'AEF, la capitale de la France libre. Il y crée le conseil de défense de la France libre, embryon d'un gouvernement, et l'ordre de la Libération est institué le 16 novembre. Radio Brazzaville devient l'émetteur national de la France libre. Enfin, en matière militaire, une instruction personnelle et secrète du



TALLANDIER/BRIDGEMAN IMAGES



EVERETT COLLECTION/AURIMAGES

Aux armes, indigènes ! Le général de Gaulle et le colonel Leclerc passent les troupes en revue à Douala (ci-dessus) en octobre 1940. Le Cameroun vient en effet de rejoindre les rangs de la France libre. Toujours en octobre, Félix Éboué, gouverneur du Tchad lors de l'appel du 18 juin, et qui s'était rallié à la France libre, reçoit de De Gaulle le titre de gouverneur général de l'Afrique-Équatoriale française (ci-contre).

Général permet que se constitue, dès cette époque, la colonne Leclerc au Tchad. Les bases de la future 2^e DB sont ainsi posées.

De ce fait, assez vite, l'Afrique joue un rôle central dans l'histoire de la France libre. Parties de Douala et de Pointe-Noire, les troupes noires participent bientôt à un effort de guerre formidable. Au nombre d'environ 20 000 en 1940, les soldats noirs de l'AEF et du Gabon constitueront à l'été 1943 près de la moitié des Forces françaises libres (30 000 soldats coloniaux contre 39 000 citoyens français). Comme on peut s'en douter, toutes ces recrues n'ont pas été intégrées sur la base du volontariat. En fait, l'enrôlement reposait sur la désignation d'un contingent de recrues • • •



KEYSTONE PICTURES USA/AURIMAGES

Victoire En août 1958, le Général (ici, à Brazzaville) présente son projet de Communauté française permettant, aux États qui le veulent de conserver des liens forts avec la France dans le cadre de la nouvelle Constitution. Hormis la Guinée, tous votent pour.

... pour l'administration auprès des chefs coutumiers ou des notables élus. On continue aussi de recruter selon des critères ethniques; certaines populations civiles sont mises à contribution. Le travail forcé existe encore et l'on ne se prive pas d'y avoir recours. Un homme tel que Félix Éboué se trouve parfois déchiré entre son patriotisme et son hostilité aux abus.

Longtemps méconnu, le concours des Africains à l'épopée gaulliste est aujourd'hui mis en lumière par les historiens, donnant raison à Jacques Soustelle qui affirmait: «Avec quelle rage l'antigaullisme s'acharne à propager la légende de "la résistance de Londres"! Aux uns comme aux autres, j'oppose la vérité: la France libre fut africaine.» Avant que les troupes venues d'Afrique du Nord apportent à la lutte une contribution de poids à partir de 1943, les combattants de l'Afrique subsaharienne jouèrent un rôle capital. Dès le débarquement allié de novembre 1942 en Afrique du Nord, c'est dans cette zone que se déroulent les événements

décisifs. Après l'assassinat de l'amiral Darlan le 24 décembre 1942, le général Giraud, évadé d'Allemagne, détient le pouvoir avec le titre bizarre de commandant en chef civil et militaire. En réalité, ce militaire traditionaliste, rétif à rompre avec l'idéologie de Vichy, exerce son autorité sous la protection intéressée des Américains.

Alger devient l'autre pouvoir français face à Vichy

Le président Roosevelt n'a jamais compris le sens de l'entreprise de De Gaulle. Pour lui, le Général fait figure de gêneur et il le soupçonne de visées dictatoriales. Lors de la conférence d'Anfa en janvier 1943, une première rencontre révèle l'antagonisme entre les deux hommes. Le chef de la France libre enrage de voir les territoires du Maghreb libérés et, alors sous tutelle française, échapper à son autorité. Il ne parvient à l'asseoir qu'au terme d'une longue partie de bras de fer avec Giraud. En juin 1943, alors qu'il bénéficie du soutien explicite de la Résistance

intérieure, il réussit enfin à s'imposer. Un Comité français de la libération nationale est formé avec pour coprésidents de Gaulle et Giraud. Mais le tandem singulier ne dure pas. Dès l'automne, l'homme du 18 Juin marginalise son rival, cantonné dans des fonctions purement militaires. C'est un tournant majeur. Alger devient le siège d'un pouvoir français qui se donne de plus en plus l'allure de la légalité face à Vichy. À l'automne 1943 est ainsi instituée une assemblée consultative provisoire. Les représentants de la Résistance y siègent pour moitié aux côtés de vingt membres du Parlement tel qu'il était composé en 1939 et sous réserve qu'ils n'aient pas prêté serment au maréchal Pétain. Bien que l'assemblée n'ait que des pouvoirs très limités, c'est en son sein que l'on commence à imaginer la reconstruction de la France. Malgré ses réticences à l'égard du parlementarisme, le Général laisse ces débats suivre leur cours: il en sortira, entre autres projets, l'instauration de la Sécurité sociale et d'une École nationale d'administration.

“Le Général est lucide quant à l’avenir de la présence française en Afrique [...] tout en excluant une évolution vers le self-government”



Bain de foule À l’occasion de sa deuxième visite en Algérie après son retour au pouvoir, l’homme du 18 Juin est acclamé par la foule. Orléansville (Oranie), le 2 octobre 1958.

Pour autant, de Gaulle se montre lucide quant à l’avenir de la présence française en Afrique du Nord. Le comportement de certains pieds-noirs vis-à-vis des musulmans le choque. Le système en place ne peut, à son avis, durer. Cette certitude, de Gaulle l’étend à toutes les possessions françaises en Afrique. Dans l’immédiat, il n’est pas question de donner l’impression de vouloir les émanciper : face à Vichy qui accuse la France libre de brader les droits de la France, il s’agit de ne pas capituler. À terme, le Général n’exclut pas, en revanche, des évolutions : tel est le sens du discours historique qu’il prononce à Brazzaville le 30 janvier 1944.

On a souvent interprété cette allocution comme la profession de foi d’un décolonisateur résolu. En réalité, le chef de la France libre se déclare simplement en faveur de solutions négociées et relativement libérales. Il le confirme implicitement en nommant le général Catroux gouverneur général de l’Algérie : ce militaire de haut rang, disciple de Lyautey, est en effet connu pour son esprit d’ouverture.

S’il assure que le lien entre la France et ses colonies est définitif et exclut toute évolution vers le self-government, le Général appelle de ses vœux des changements : « En Afrique française, comme dans tous les autres ter-

ritoires où des hommes vivent sous notre drapeau, il n’y aurait aucun progrès qui soit un progrès si les hommes, sur leur terre natale, n’en profitaient pas moralement et matériellement, s’ils ne pouvaient s’élever peu à peu jusqu’au niveau où ils seront capables de participer chez eux à la gestion de leurs propres affaires. C’est le devoir de la France de faire qu’il en soit ainsi. »

Vers l’émancipation des territoires soumis à la France

De Gaulle a tracé une direction mais il faudra une quinzaine d’années pour que la France s’affranchisse de son empire colonial en Afrique. Sous la IV^e République, la loi-cadre portée en 1956 par le socialiste Gaston Defferre met en place une semi-autonomie en Afrique subsaharienne, en accordant de plus larges pouvoirs aux assemblées locales désormais élues au suffrage universel. Lorsque de Gaulle revient au pouvoir en 1958, il trouve donc un cadre légal permettant d’aller plus loin vers l’émancipation des territoires soumis jusqu’alors à la France. Il accélère le processus : la nouvelle constitution de la V^e République offre aux territoires d’outre-mer une véritable autonomie dans le cadre d’une communauté française basée sur le modèle du Commonwealth. Dans un premier temps, la communauté paraît acceptée : seule la Guinée de Sékou Touré la refuse. De Gaulle devient président de la République française et de la Communauté, comme l’atteste sa photo officielle, affichée dans tous les lieux publics.

Mais, en 1960, le Cameroun, le Sénégal, le Mali, Madagascar, le •••

KEYSTONE PICTURES USA/AURIMAGES



KEYSTONE-FRANCE/GAMMA RAPHO

Passation Le pavillon français cède la place au drapeau malgache peu après l'indépendance de la Grande Île, en juin 1960. Des accords de coopération persistent néanmoins entre la jeune République et la France.

... Niger, la Haute-Volta, le Tchad, la Côte d'Ivoire, le Dahomey, le Gabon, le Congo-Brazzaville et la Mauritanie accèdent à une pleine indépendance. À la fin de l'année, il ne reste plus du vaste empire français d'Afrique noire que la côte française de Somalie (actuel Djibouti). Malgré l'échec de la Communauté, le Général a réussi à opérer une mutation profonde sans trop de dommages – à tel point qu'il sera considéré par beaucoup comme un décolonisateur. En réalité, malgré sa lucidité quant à l'avenir des colonies, il souhaitait préserver au maximum les positions stratégiques de la France. Contre la vague qui entraînait les peuples jadis soumis vers l'indépendance, il savait qu'il ne pouvait rien, sinon faire preuve de pragmatisme. Telle fut la raison d'être de la France-Afrique, pilotée par un fidèle d'entre les fidèles de l'homme du 18 Juin: Jacques Foccart. Après 1960, l'Afrique francophone devient le pré carré de la France. L'aide financière n'est pas mesurée aux anciens territoires émancipés, non plus que le soutien intéressé à nombre de dirigeants parfois peu recommandables.

Autrement difficile sera le processus qui aboutira à l'indépendance de l'Algérie. De Gaulle, on l'a dit, n'a jamais cru à la pérennité de la présence fran-

çaise. Par ailleurs, il n'a pas gardé un très bon souvenir de son séjour à Alger à partir de 1943. Il a ressenti les Européens hostiles à sa personne, fidèles de Giraud pour la plupart, nostalgiques de Pétain pour certains. Pour autant, il s'est refusé à agir sous la pression.

Dès 1946, de Gaulle envisage l'indépendance de l'Algérie

Après la Libération, l'indépendance de l'Algérie est réclamée non seulement par Messali Hadj, chef historique du Parti du peuple algérien mais par des modérés comme Ferhat Abbas. Et les États-Unis appuient de plus en plus ouvertement cette revendication. De ce fait, de sérieux incidents éclatent. À Sétif, le 8 mai 1945, survient un drame: après l'assassinat de 75 colons, une répression impitoyable s'abat sur les nationalistes algériens. En Indochine, en Syrie, au Liban, le Général a toujours voulu affirmer les droits de la France avant d'engager une négociation. En Algérie, il suit la même règle.

Après sa démission en janvier 1946, il ne cache pas à quelques interlocuteurs, les anciens résistants Louis Terrenoire, Christian Pineau et Alain Savary, que «rien n'arrêtera le mouvement revendicatif des Arabes». Il envisage clairement l'éventualité de l'indépendance mais

se garde d'en faire état publiquement. Précisons que le Maroc et la Tunisie – anciens protectorats – ont accédé à l'indépendance en 1956.

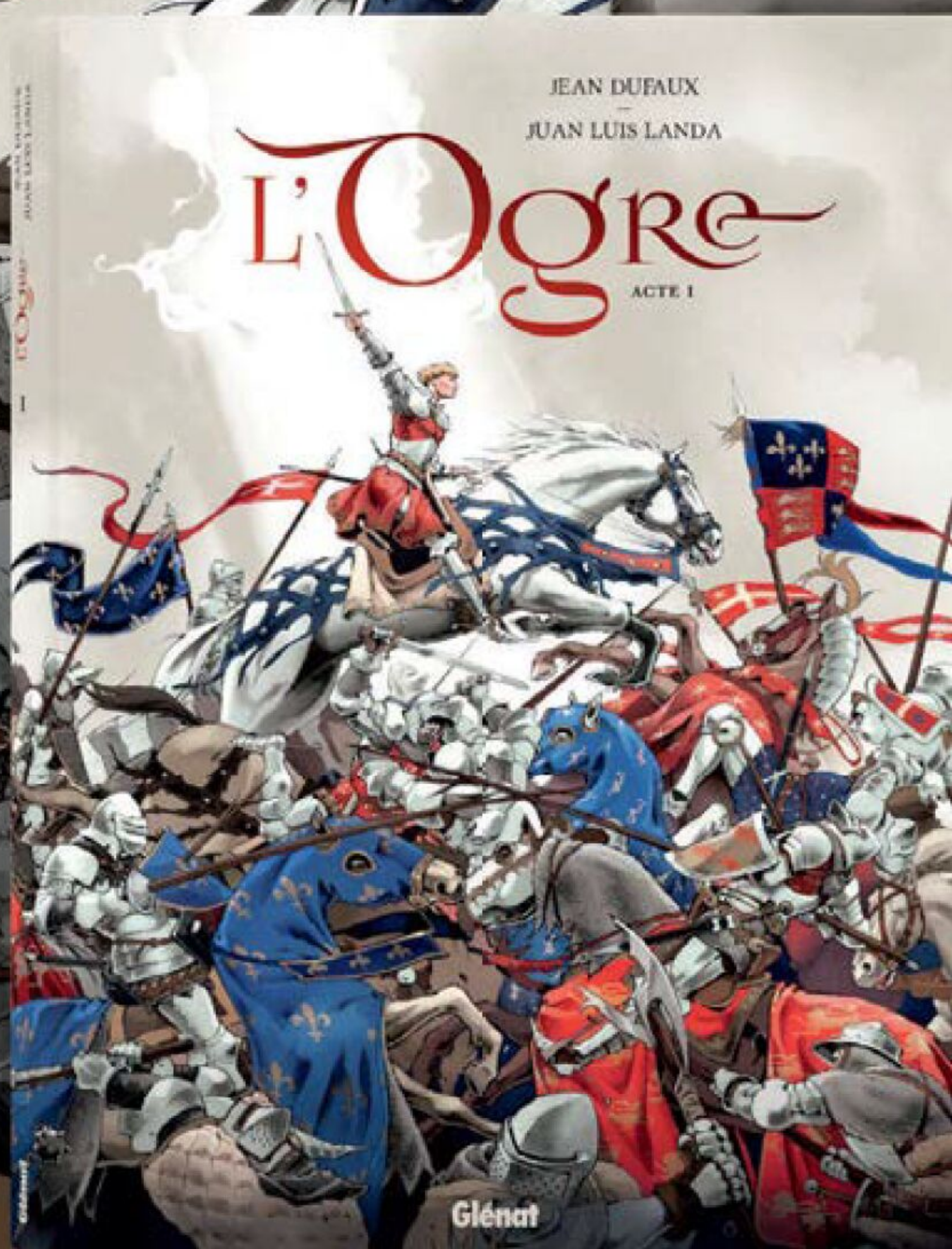
En 1958, quand il revient au pouvoir, l'équivoque subsiste. Le 4 juin, à Alger, il s'exclame: «Je vous ai compris», formule suprêmement habile qui ménage l'avenir tout en rassurant les Européens et l'armée, dont la colère a favorisé son retour. Assez vite, il se dirige vers la reconnaissance du droit à l'autodétermination des Algériens mais il espère trouver un autre interlocuteur que le FLN. Au futur Hassan II, au président de la République italienne Gronchi, il le confie sans ambages. Cela ne calme pas la colère d'une partie de l'armée et de nombreux Européens, totalement opposés à l'abandon des départements français d'Algérie. En janvier 1960, de violents affrontements opposent à Alger les forces de l'ordre aux défenseurs de la présence française. En avril 1961, quatre généraux, Salan, Challe, Jouhaud et Zeller tentent un coup d'État, vite déjoué. La tension monte. Aux opérations menées par les rebelles algériens répond l'action terroriste de l'Organisation de l'armée secrète (OAS) fomentée par les ultras de l'Algérie française. À la fin de l'hiver 1962, de Gaulle décide de trancher le nœud gordien: signés le 18 mars, les accords d'Évian mettent fin à un conflit de plus de huit ans et ouvrent la voie à l'indépendance de l'Algérie. Ils sont ratifiés, du côté français, par le référendum du 8 avril 1962 à l'issue duquel le oui recueille 91 % des suffrages. De Gaulle n'a pas réussi à garder le Sahara, il a dû négocier avec le FLN et se montre conscient du caractère fragile des accords. À l'historien Charles Morazé, il avoue: «Seuls les imbéciles refusent d'être malheureux.» Il a su malgré tout trouver une issue à une guerre sanglante.

Désormais, il a les mains libres pour mettre en œuvre la grande politique étrangère dont il rêve depuis longtemps. Il condamnera la politique des blocs, se détachera de l'Amérique, essaiera de faire naître une Europe de l'Atlantique à l'Oural. L'Afrique, qu'il ne visitera plus, l'intéressera essentiellement dans le cadre de la préservation d'une sphère d'influence française. ■

LE CHAOS DE LA GUERRE DE CENT ANS.
LA TRAQUE ACHARNÉE D'UN TUEUR SANGUINAIRE.
ET AU MILIEU, UNE FEMME : JEANNE...

JEAN DUFAUX — JUAN LUIS LANDA

L'Ogre



BD DISPONIBLE
LE 24 SEPTEMBRE

Glénat